

La politique mafieuse de Macron à la SNCF pour acheter les jaunes



Macron renoue avec les méthodes noires politico-mafieuses à la SNCF pour acheter les jaunes et pour diviser encore plus l'entreprise contre les rouges. Le monde du travail n'est pas imperméable aux idées mafieuses véhiculées par Macron à la SNCF pour acheter les jaunes. Plusieurs faits en témoignent, comme la CFDT s'affichant ouvertement comme collabo et sa difficulté à mener le débat sur la grève avec les autres syndicats. Cette situation de syndicat collabo est le résultat de plusieurs facteurs : La crise économique et sociale et l'affaiblissement important depuis les années des organisations syndicales et politiques dans les quartiers populaires et les bassins industriels en crise. L'individualisme des jaunes est le résultat de l'absence de perspectives politiques claires offrant un projet alternatif crédible et concret pour le plus grand nombre.

Le matraquage médiatique du Block Bourgeois sur LCI et BFM-Macron, comme sur toutes les télés et les chaînes de propagande de l'État-LREM-PS, offrant des tribunes régulières

aux représentants des LREM, a milité pour l'appropriation des thèmes du libéralisme marchand et des propositions de réforme de la SNCF en urgence, et pour assurer le service après-vente de la criminalisation du mouvement syndical.

Le matraquage , par des commentateurs ignares, corrompus et médiocres, s'ajoute à la maladresse politique des LREM et des dirigeants de la SNCF qui ne parvient pas à masquer les orientations réelles de leur programme de casse sociale au sein de l'entreprise. Et vouloir croire que les cheminots, les ouvriers et les chômeurs, voteraient massivement pour Macron en 2022, relève du mythe LERM-socialiste en déclin !

Les jaunes n'opposent jamais et nulle part une résistance un tant soit peu honnête et sérieuse aux abus de Macron et à sa réforme scandaleuse des retraites. Presque toujours et dans la plupart des cas, les jaunes et leurs organisations se mettent à la disposition des gouvernements bourgeois. Tout l'appareil de la CFDT a été mis au service de Macron totalitaire par le mouton Berger. Aujourd'hui toutes les lois sociales sur la protection des retraites provenant des années de travail sont menacées par la bourgeoisie et par Macron avec l'entier consentement des syndicats jaunes. En plus, les leaders des syndicats jaunes veulent asservir les travailleurs dans le domaine intellectuel et soumettre leurs organisations à l'idéologie social-libérale de la bourgeoisie. La presse ouvrière des jaunes bénit au nom du capital les mensonges bourgeois sur la défense des retraites. La presse collabo pro-Macron est au service de la peste des idées LREM-social-bourgeoises et s'efforce de répandre dans le cœur même des travailleurs syndiqués la gangrène de l'opportunisme LREM sous couvert de la mystification du réformisme pacifique à la ramasse prôné par la CFDT social-collabo.

Quels sont les traits caractéristiques du syndicalisme jaune qui l'ont conduit à la capitulation devant Macron et la bourgeoisie ? Ce sont les traits caractéristiques de la CFDT : L'esprit étroit du frère Berger et l'organisation socialiste soumise au respect des abus totalitaires de la légalité LREM-bourgeoise de Macron. Nous sommes profondément persuadés que

le frère Berger conduit la CFDT socialiste collabo dans le mur !

Depuis la répression violente des Gilets jaunes en France par la Castapo et les multiples blessés et éborgnés pourtant pacifiques, un vent nouveau souffle maintenant sur les vieux syndicats contre Macron.

Un nouvel esprit syndical s'est formé sous nos yeux afin de mettre à l'ordre du jour la lutte immédiate et continue contre la dictature de Macron, avec l'espoir de mettre en avant la grève générale et se prémunir des risques de combinaison de cette grève avec l'insurrection des Black Blocks infiltré par le gouvernement.

Jean Lassale a bien décrit les polices parallèles avec ces « hommes en noir » qui communiquent entre eux par des micros cachés sous leurs masques et qui surgissent par petits groupes au milieu de manifestants pacifiques. Soudain, certains d'entre eux enfilent un gilet jaune et attaquent les policiers. Les autres, restés en noir, attaquent les manifestants, ce qui provoque la panique avec toutes les violences que l'on sait.

Police parallèle et impunité, Jean Lassale pointe l'Élysée du doigt ! Dans une lettre, le député Jean Lassale a demandé une commission d'enquête parlementaire portant sur l'existence d'une police parallèle qui infiltre par ses violences les manifestations des Gilets jaunes et des syndicats contre la réforme des retraites.

Avant la Castapo, on a vu au Brésil un bataillon de police militaire, le 41^{ème}, qui au lieu de protéger les manifestants, imposait ses violences policières. Le 41^{ème} bataillon de PM était réputé être le bataillon de la mort. Ces activistes ont intégré beaucoup de policiers qui ont déposé leur uniforme, complétant leurs revenus comme miliciens dans des activités de police parallèle sous l'autorité de l'État-policier. Moralité : les syndicats jaunes collabos et les miliciens de la police parallèle, même dictature LREM, même combat contre le peuple !

Aujourd'hui en France, Macron a ravivé le clivage entre les centrales syndicales en manipulant les syndicats « jaunes » comme la CFDT contre la conscience de classe pour la conscience des places !

La CFDT, le syndicat jaune approuve la retraite par points ! (lesechos.fr) Vis-à-vis des luttes et des intérêts populaires, Berger est bien de l'autre côté de la barricade, du côté des LREM-socialistes-Macron et il fera tout pour favoriser son maître, y compris pour desservir le mouvement de grève contre les retraites.

20 Minutes avec AFP : SNCF : Des primes de 300 à 1.500 euros versées à des cheminots non-grévistes. La SNCF confirme et assume l'attribution par des managers locaux de primes exceptionnelles, et crée la polémique ! Des cheminots non-grévistes ont reçu une prime avec leur paie de janvier versée par la SNCF, pour les remercier de leur professionnalisme, implication et grande disponibilité pendant la grève, selon la CGT-Cheminots qui cite un extrait d'un courrier où un cheminot se voit octroyer une gratification (mafieuse) exceptionnelle de 500 euros sur sa paie de janvier pour le remercier pour (son) professionnalisme, (son) implication et (sa) grande disponibilité lors du mouvement de grève ayant débuté le 5 décembre.

Dans une déclaration à l'AFP, la direction de la SNCF confirme et assume l'attribution de primes exceptionnelles par des managers locaux à certains agents qui se sont mobilisés de façon exceptionnelle et sur une période particulièrement longue pour assurer la continuité du service public pendant la grève.

L'engagement et le surcroît d'activité de ces agents non-grévistes ont permis aux trains de circuler y compris les week-ends et pendant les fêtes, aux postes d'aiguillage d'être tenus, et aux voyageurs d'être correctement informés pendant toute la période, ajoute la direction. La polémique et la politisation de ces mesures managériales récompensant l'engagement pour le service sont tout à fait déplacées, juge-t-elle.

Guillaume Poingt Le Figaro et AFP : SNCF : Des primes allant de 300 à 1500 euros ont été versées localement, suscitant la colère de syndicalistes. Voilà qui ne devrait pas améliorer le climat social à la SNCF.

« On sait que ça a été fait partout et que c'est une directive nationale », explique au Figaro Béranger Cernon, secrétaire général du syndicat CGT des cheminots de Paris-Gare de Lyon. « On trouve ça scandaleux et révoltant. C'est pire que du mépris. Ça dresse les gens les uns contre les autres. Certains vont se dire : Je me suis battu, mon salaire est à 0 et d'autres vont avoir des primes ! »

Dans une note aux rédactions, la SNCF confirme et assume l'attribution de primes exceptionnelles pour récompenser l'engagement de certains agents (contre le mouvement de grève des cheminots). Plusieurs syndicats ont envisagé d'engager des procédures judiciaires. Dans la bataille contre la réforme des retraites, le patronat met les moyens des entreprises au service de la politique du gouvernement. Et après, c'est nous qu'on traite de partisans !!! La CGT-Cheminots va engager des procédures ! Brun, secrétaire général du premier syndicat de la SNCF : « La stratégie est en consultation avec notre conseil juridique, en s'appuyant sur les articles L2511-1 et L1132-2 du Code du Travail, ainsi que sur la jurisprudence de la Cour de cassation. »

Comment parvenir à un consensus dans de telles conditions face à de telles manipulations ? La CGT cheminots, face à la direction de la SNCF soutenue par Macron qui exprime sa détestation et son mépris à l'égard d'un mouvement légitime de revendication, considère les jaunes sur la base d'une accusation politique contre les primes de 300 à 1500 euros d'une officine LREM-mafieuse pour la promotion du libéralisme. Pour mémoire, l'engagement militant politique et financier de la direction de la SNCF a déjà étonné avec le soutien de Macron gay-friendly. La SNCF a lancé une campagne LGBT dans 50 gares en France. La direction de SNCF GARES & CONNEXIONS a voulu pavoiser 50 gares aux couleurs de l'arc-en-ciel... Une opération pilotée par un militant LGBT : une éclosion du

militantisme LGBT à la SNCF et un échantillon (de la guerre du rail et) de la lutte des gays, lesbiennes, bisexuels et transgenres contre un système persécutant les homosexuels ! La SNCF fait de la propagande LGBT intensive ! Pierre-Alain Depauw, MPI : Avec le soutien de Marlène Schiappa, la SNCF a annoncé fièrement que ses gares pavoiseraient aux couleurs LGBT !

La politique mafieuse de Macron à la SNCF ! Jusqu'où ira la promotion de l'inversion des mœurs par nos gouvernants ? Civitas@Civitas : Les #Français veulent des #trains @SNCF à l'heure, pas de la #propagande #LGBT imposée à tous. Respectez les #familles ! Stop au #diktatLGBT financé par nos impôts !

Thierry Michaud-Nérard